



ASSILASSIME SOLIDARITE
382 rue Koudjouré, Tokoin Hôpital
BP 13 979, Lomé, TOGO
(00228) 22 21 12 34

Récépissé N°1537/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA du 28.12.2012
Arrêté N° T/2/HANO/2014/218A du 25 Août 2015

***RAPPORT ANNUEL PROVISoire DES ACTIVITES
D'ASSILASSIME SOLIDARITE***

EXERCICE 2015

Sommaire

I-	Présentation d'Assilassimé Solidarité	5
II-	Présentation Entrepreneurs du Monde ONG promoteur d'Assilassimé :	5
III-	Environnement socio-économique	6
IV-	Gouvernance de l'association	7
V-	Evolution de la situation financière	9
VI-	Innovations en cours concernant les prestations	11
VII-	Relations de l'association avec son environnement	11
VIII-	PRESTATIONS OFFERTES AUX CLIENTS	11
IX-	MISE EN OEUVRE DES OBLIGATIONS CONCERNANT LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX :	13
X-	Changements intervenus dans notre organisation	13
XI-	Difficultés rencontrées	13
XIII-	La communication	14
XIV-	Perspectives d'évolution en 2016	14
1.	Gouvernance	14
2.	Planification stratégique	15
3.	Mission sociale	16
4.	Ressources humaines	16
5.	SIG	17
6.	Gestion des opérations :	18
7.	Gestion Financière :	18
8.	Gestion des risques et contrôle interne	18
9.	Recherche de financements et communication	18
XV-	Conclusion	18
XVI-	ANNEXES	20
	Annexe 2 : Composition des organes: exercice 2015	34
	Annexe 3 : Rapport d'activités du CA, exercice 2015	35
	Annexe 4 : Rapport d'activités du comite de crédit, exercice 2015	35

RATIOS PRUDENTIELS

Etablissement: ASSILASSIME S

I- LIMITATION DES RISQUES PORTES PAR UNE INSTITUTION FINANCIERE		
Les risques portés par un système financier décentralisé ne peuvent excéder le		
1. Numérateur : risques portés par une institution (A) : Montant nets des provisions et des dépôts de garantie		2. Dénominateur
TOTAL (A)	410 584 494	TOTAL (B)
Ratio = A/B x 100		
La norme à respecter est de 200% maximum		
II- COUVERTURE DES EMPLOIS A MOYEN ET LONG TERME PAR DES RESSOURCES STABLES		
1. Numérateur : ressources stables (A)		2. Dénominateur
TOTAL A	274 424 894	TOTAL B
Ratio = A/B x 100		
La norme à respecter est de 100% maximum		
III- LIMITATION DES PRETS AUX DIRIGEANTS ET AU PERSONNEL, AINSI QU'AU PERSONNEL		
Numérateur : prêts et engagements par signature (A)		2. Dénominateur : Fonds Propres (B)
TOTAL (A)	695 000	TOTAL (B)
Ratio = A/B x 100		
La norme à respecter est de 10% maximum		
IV- LIMITATION DES RISQUES PRIS SUR UNE SEULE SIGNATURE		
1. Numérateur : prêts et engagements par signature (A)		2. Dénominateur : Fonds Propres (B)
TOTAL (A)	1 610 015	TOTAL (B)
Ratio = A/B x 100		
La norme à respecter est de 10% maximum		

V- NORME DE LIQUIDITE		
1. Numérateur : valeurs réalisables et disponibles (montants nets)		2. Dénominateur
TOTAL (A)	480 276 347	TOTAL (B)
		La norme de ce r
		Ratio = A/B x 10
• Pour les institutions non affiliées, la norme à respecter est fixée		à 100% minimum
• Pour les institutions affiliées, la norme à respecter est fixée à 80% minimum ;		
• Pour les institutions qui ne collectent pas des dépôts, la norme à respecter est fix		

VI- LIMITATION DES OPERATIONS AUTRES QUE LES ACTIVITES D'EPAR		
1. Numérateur : montant consacré par l'institution aux activités autres que l'épargne et le crédit (A)		2. Dénominateur
TOTAL (A)	0	TOTAL (B)
	Ratio = A/B x 100	
		La norme à respecter est de 5% maximum

VII- CONSTITUTION DE LA RESERVE GENERALE	
	Base : Résultat (L80) + Report à nouveau Dotation annuelle : Base x 15% minimum

VIII- NORME DE CAPITALISATION		
1. Fonds propres (A)		2. Total actif de période en mont
TOTAL (A)	135 755 593	TOTAL (B)
		Ratio = A/B x 10
		La norme à respe

IX -LIMITATION DES PRISES DE PARTICIPATION		
1. Titres de participation (A)		2. Fonds Propres
TOTAL (A)	0	TOTAL (B)
	Ratio = A/B x 100	
		La norme à respecter est fixée à 25% ma

X -LIMITATION DU FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS ET DES PRISES		
1. Numérateur: Total des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que des titres de participation à l'exclusion des frais et valeurs immobilisés et des participations dans d'autres SFD ou		2. Dénominateur
TOTAL (A)	8 984 380	TOTAL (B)
	Ratio = A/B x 100	
		La norme à respecter est fixée à 100% m

.....	36
Annexe 6 : Les états annexes au 31 décembre 2015.....	40
Annexe 7 : Autres indicateurs.....	45

I- Présentation d'Assilassimé Solidarité

Assilassimé Solidarité est créée sous la forme juridique « Association loi 1901 » de droit togolais sous le récépissé n°1537/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA du 28.12.2012. Son siège social est établi à Lomé au Togo.

Assilassimé Solidarité a obtenu son agrément d'exercer les activités de microfinance le 25 Août 2015 sous le N° T/2/HANO/2014/218A.

Assilassimé Solidarité cible des populations vulnérables composées de femmes et d'hommes en situation de grande précarité, disposant de revenus très limités, ce qui les positionnent sous le seuil de pauvreté national. Les familles de ces bénéficiaires ont un accès limité aux services de base comme l'accès au crédit et aux formations. Elles ont des conditions de vie difficiles (logement très peu équipé, situées dans des quartiers défavorisés, avec un accès restreint aux infrastructures de base), un faible niveau d'éducation (populations souvent analphabètes) et un nombre important de personnes à charge au sein du foyer.

A fin 2015, 99,07% des bénéficiaires du programme Assilassimé sont des femmes. En effet, bien qu'elles représentent plus de 50% de la population active, le revenu global des femmes est trois fois inférieur à celui des hommes. D'une manière générale, cette féminisation de la pauvreté s'explique en partie par : (i) l'accès difficile aux facteurs de production, au crédit et au marché du travail, (ii) l'insuffisance des infrastructures de base permettant d'alléger la pénibilité de certains travaux (plateformes multifonctionnelles, moyens modernes d'accès à l'eau potable, etc.) et facilitant l'accès aux marchés (stockage, transformation et conservation de la production, etc.), (iii) l'absence de débouchés au niveau local notamment dans le domaine de l'artisanat, (IV) l'analphabétisme des femmes (seulement 47,9% des femmes sont alphabétisées contre 74% des hommes) et le faible niveau d'instruction général des filles (taux d'achèvement de l'école primaire de 96,1% pour les garçons et de 71,6% pour les filles)¹. Les femmes sont également les premières victimes de violences sociales et économiques² : violences conjugales, harcèlement sexuel, mariage forcé, rites de veuvage, mais également entraves à l'emploi, refus de crédit, etc³.

II- Présentation Entrepreneurs du Monde ONG promoteur d'Assilassimé :

Association française créée en 1998, Entrepreneurs du Monde agit auprès des populations des pays en développement. Elle permet à des milliers de femmes et d'hommes en situation de grande précarité d'améliorer leurs conditions de vie : elle les appuie dans leurs propres initiatives

¹ Rapport QUIBB (questionnaire des indicateurs du bien-être) 2011, Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale

² 34% des femmes sont victimes de violence économique

³ Rapport national du Togo sur la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'actions sur la 4^{ème} conférence mondiale sur les femmes (Beijing +20), mai 2014, Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

économiques et leur facilite l'accès à des produits à fort impact sanitaire, économique et écologique. Elle les aide à se mettre en situation de réussite et ainsi à réaliser des progrès en termes économiques et sociaux.

L'association agit dans 11 pays, au travers de programmes et partenaires locaux, autour de 3 axes :

- **Microfinance sociale** : aux acteurs du secteur informel des services financiers (prêts, épargne, assurance, etc.) et des services socio-économiques (formations, suivi individualisé, référencement social, etc.) pour les aider dans le développement de leur activité et l'amélioration de leur quotidien.
- **Entrepreneuriat social** : pour favoriser la diffusion de produits à fort impact sanitaire, économique et écologique (réchauds à gaz et foyers améliorés à bois ou charbon, lampes solaires, habitat adapté aux contraintes et aux besoins locaux). Ce volet est un incubateur d'innovations sociales et environnementales au bénéfice des familles soutenues par Entrepreneurs du Monde.
- **Création de très petites entreprises (TPE)** : pour encourager des artisans et fournisseurs de services de base à développer une très petite entreprise.

En 2015, l'association a soutenu 21 programmes et partenaires locaux sur 11 pays en développement et au total, ce sont environ 130,000 familles qui ont été touchées sur l'année.

Zones d'intervention

Dans la sous-région, Entrepreneurs du Monde agit au Bénin depuis 2003, au Ghana depuis 2005, au Burkina Faso depuis 2008, au Togo depuis 2012 et au Sénégal depuis 2014. Entrepreneurs du Monde est également présente en Haïti et en Asie : Birmanie, Cambodge, Inde, Mongolie, Philippines et Vietnam.

Les zones d'action sont très pauvres. Le revenu journalier moyen varie de 1 à 3 € selon les pays. L'habitat est caractérisé par sa concentration, son insalubrité, des conditions d'hygiène très précaires en milieu urbain, ou par son isolement, sa précarité et le manque de débouchés de proximité en milieu rural.

Expertise sur le domaine d'intervention

Entrepreneurs du Monde bénéficie d'une expertise de 18 ans dans le domaine de la microfinance à vocation sociale. Depuis le début, Entrepreneurs du Monde a souhaité s'adresser à un public particulièrement vulnérable : celui qui en général n'a pas accès aux autres opérateurs de microfinance, faute de garanties. Les programmes d'Entrepreneurs du Monde démontrent aujourd'hui qu'une offre de services financiers et socio-économiques aux plus démunis et l'atteinte de la viabilité économique sont conciliables.

III- Environnement socio-économique

En 2015 le Togo compte environ 7,5 millions d'habitants pour une densité de 133 hab/km². Le PIB par habitant en 2013 est de 636,44 USD ; le produit intérieur brut est de 4,339 milliards USD. L'espérance de vie en 2012 est de 56 ans en 2012. Le taux de croissance est de 2,68% en 2015.

- Au Togo, la pauvreté touche encore une partie importante de la population estimée à environ 61,7%. Suivant le recensement 2010 la population togolaise compte plus de 51% de femmes.
- Des élections présidentielles se sont tenues en mars 2015 dans un contexte de tensions entre l'opposition et le parti au pouvoir. Cette situation a ralenti les activités économiques pendant au moins 4 mois (entre mars et juin). La période avant les élections, a aussi eu un impact négatif sur la vie économique car la population était réservée pour poursuivre des activités génératrices de revenus (AGR).
- Courant 2015, quelques manifestations pré-électorales ont nécessité des aménagements dans l'organisation du travail.
- Les dispositions de l'OTR, depuis juin 2015, rendent la TVA obligatoire pour toute la population. Cette situation a impacté le pouvoir d'achat du consommateur et indirectement le revenu de la petite commerçante.

Ces dernières années, la demande en services de microfinance au Togo a connu une évolution exponentielle, entraînant une multiplication des acteurs et les prises de risques par les bénéficiaires. Face à une situation de forte instabilité du secteur, multiplication d'acteurs informels peu fiables, les autorités de régulation tentent de structurer, d'assainir, de sécuriser le secteur et pousse à la recapitalisation de certains SFD.

Vu la proportion de ménages obligés de recourir à l'emprunt pour survivre qui est de 23,7% en milieu rural et 22,1% en milieu urbain, les autorités motivent l'extension de l'offre de microfinance en milieu rural. .

Les populations les plus démunies n'ont pas accès aux services financiers de base et manquent d'un accompagnement suffisant pour permettre une stabilité de leurs revenus et un impact sur tous les membres de la famille.

IV- Gouvernance de l'association

Conformément aux textes internes, Assilassimé Solidarité dispose d'une Assemblée Générale, d'un Conseil d'Administration et d'une Direction Exécutive.

Chacun de ses organes a régulièrement fonctionné au cours de l'année.

L'Assemblée Générale s'est réunie une fois en session ordinaire comme le prévoient les textes.

Le Conseil d'Administration a tenu au cours de l'année, 3 (03) sessions conformément aux dispositions statutaires :

1. Le 12 mars 2015:

- Bilan 2014
- Adoption du PTBA 2016 (plan de travail et budget annuel)

2. Le 06 juillet 2015 :

- Préparation de l'AG 2014 et renouvellement CA

3. Le 21 octobre 2015 :

- Points activités – indicateurs - chiffres ;
- Discussions sur le niveau d'exécution des recommandation du rapport du Commissaire aux comptes (CAC) réalisé totalement et partialement 87% et 13% non encore réalisé ;
- Validation des Documents sur le statut des membres pour la demande d'agrément ;
- Validation d'une Nouvelle Procédure de gestion du produit de crédit Miwoé ;
- Echange sur le rapprochement entre l'association IADES et ASSILASSIME. Sélection d'un candidat au poste de responsable du CI

Les responsables de la direction exécutive ont suivi deux formations : une sur le management et le leadership et la seconde sur la gestion des projets.

La Direction Exécutive, quant à elle, a poursuivi le développement des activités de l'Association à travers la mise en œuvre du plan d'actions et du budget de l'exercice suivant les orientations définies par le Conseil d'Administration en sa session du 12 mars 2015.

- Gestion des Ressources humaines :

- Recrutement: il y eu 16 recrutements, 5 départs (dont 3 licenciements et 2 démissions).
En fin 2015 Assilassimé compte 52 employés et 3 stagiaires.

L'effectif du personnel a connu une augmentation passant de 33 employés en 2014 à 52 agents en 2015, soit une croissance de 58%.

Le personnel opérationnel occupe 42% de l'effectif total et le personnel féminin 29%.

Formation du personnel à l'interne :

Trois sessions de formation d'intégration du personnel ont été effectives. Deux formations pour les travailleurs sociaux, quatre formations trimestrielles pour le renforcement des agents de terrain sur la méthodologie et les différentes thématiques économiques et sociales.

Des formations pour la majorité de l'équipe sur les droits et devoirs des bénéficiaires, le respect du code de déontologie, la gestion responsable des impayés et la gestion des plaintes des bénéficiaires.

Le Comité interne de Crédit est composé de techniciens ; il gère la distribution du crédit conformément aux manuels et procédures et rend compte au CA.

Concernant le contrôle interne, le plan annuel d'audit interne a été convenablement exécuté.

Les recommandations qui en découlent sont mises en œuvre à 83,45 %.

Les comptes de l'exercice 2015 ont été audités et certifiés par le Commissaire aux comptes (CAC), qui est le cabinet ACR.

Enfin, en octobre 2015 il a été notifié à Assilassimé Solidarité l'autorisation de la BCEAO d'exercer les activités de Microfinance Sous l'Arrêté N° 173/MEFPD/SG/CAS-IMEC du 24 août 2015.

V- Evolution de la situation financière

Les données sont celles transférées à Assilassimé Solidarité par EDM après obtention de son agrément, vu qu'Assilassimé Solidarité de par statut associative et ses actions terrain à la maîtrise dans la gestion des bénéficiaires.

Après 12 mois d'activités, l'évolution de la situation financière de l'association se présente comme suit :

RUBRIQUES	31/12/2014	31/12/2015	Variation (n-(n-1))/(n-1) %
Comptes dépôt de garantie	121 752 810	217 140 309	78
Autres dépôts constitués	0		0
Crédit à court terme	195 392 386	304 679 158	55,93
Débiteurs divers ()	6 478 537	76 455 400	1080%
Produits d'exploitation	30 485 679	50 108 700	64%
Charges financières	3 191 723	5 000 648	57%

a) Données opérationnelles sur les quartes années du projet :

N°	Indicateurs	REALISES 2012	REALISES 2013	REALISES 2014	PREVISIONS 2015	REALISES 2015	Variation %	Niveau de réalisation
1	Nombre de points de services	1	1	3	4	4	33%	100%
2	Nombre d'employés	6	15	24	56	52	116%	93%
3	Nombre d'animateurs	4	10	15	22	22	47%	100%
4	Nombre de bénéficiaires	870	3 222	8 413	9075	12 965	54%	143%
5	Montant de dépôts de garantie	5 962 500	49 355 830	121 734 880	180 993 246	217 106 204	78%	120%
6	Encours de crédits	22 851 950	74 038 030	197 657 057	325064368	304 679 158	54%	94%
7	PAR à 30 jours	1,80%	4,18%	2,55%	3%	4,40%	47%	147%
8	Emprunteurs actifs	601	2 137	5 005	7260	6 798	-6%	94%
9	Nombre de crédits octroyés	644	6 584	8 809	13 068	11 678	-11%	89%
10	Montant octroyés	36 407 965	389 789 650	550 171 650	833 235 000	817 302 000	49%	98%
11	Taux de fidélité	100%	75%	75%	75%	80%	7%	107%
12	Emprunteurs actifs/Animateurs	150	213	334	330	309	-6%	94%
13	Montant Moyen octroyés	56 534	59 202	62 455	63 761	69 986		
14	Montant de l'encours moyen	38 023	34 646	39 492	44 775	44 730		

La situation financière se consolide avec une croissance de 67,24% des fonds propres et de quelques uns des ratios de performance financière. Le résultat de l'exercice est déficitaire malgré la subvention d'équilibre de -765 023FCFA contre -23 500 FCFA en 2014.

Les dix (10) indicateurs réglementaires ne respectent pas tous les normes prévues par la BCEAO (voir annexe 5 : annexe 5_1 Les Ratios).

S'agissant des cinq groupes de ratios de performance financière, nous notons que :

- Tous les indicateurs de la qualité du portefeuille 2015 bien qu'ils respectent tous les normes, ont connu une légère dégradation par rapport à 2014 ceci du aux difficultés cités plus hauts;
- L'ensemble des indicateurs d'activités ont connu une légère tendance haussière bien qu'ils ne respectent pas encore les normes de la BCEAO.
- Bien qu'aucun des indicateurs de rentabilité ne respectent pas les normes de la BCEAO, le Taux de rendement des actifs a connu une baisse de (162%).
- Sur les trois indicateurs de gestion du bilan seul le Ratio de liquidité de l'actif respecté les normes.

VI- Innovations en cours concernant les prestations

Des réflexions sont en cours pour développer de nouveaux produits de crédit :

- Crédit énergie pour permettre aux bénéficiaires des zones périphériques de se doter de lampes solaires et des foyers améliorer avec un impact positif sur la protection de l'environnement, l'utilisation de l'énergie renouvelable et la réduction des charges en énergie des foyers accompagnés par Assilassimé.
- Crédit individuel pour une grande fidélisation des bénéficiaires qui ont atteint un niveau d'autorisation ;
- L'extension en zone rurale avec des produits adaptés aux activités agricoles ; vu les besoins de ces population en appui financier pour leur développement.

VII- Relations de l'association avec son environnement

En fin 2015, 19 conventions de partenariat ont été signées avec des associations travaillant avec des populations vulnérables. Assilassimé travaille aussi avec les Comités de Développement des Quartier (CDQ) et leaders d'opinions communautaires.

Accompagner vers l'autonomisation financière des personnes vulnérables qui ont été peu scolarisées (PVVIH, PH, mères célibataires...) nécessite de leur apporter des services adaptés vu que les appuis financiers à eux seules ne se suffisent pas.

VIII- PRESTATIONS OFFERTES AUX CLIENTS

Assilassimé à compter d'octobre 2015 a offert à ses bénéficiaires deux catégories de services : les services financiers et les services non financiers.

En ce qui concerne les services financiers, Assilassimé suite à la dévolution du patrimoine d'encours va offrir du crédit direct.

Service financiers

- Assilassimé développent en 2015, deux principaux produits à savoir :
 - Le prêt AMENNOVI offert aux bénéficiaires exerçant dans le petit commerce et dont le montant de crédit est supérieur ou égal à 80 000 francs CFA.
 - Le prêt COUP DE POUCE pour des bénéficiaires qui veulent commencer une AGR ou qui sont en très grande situation de vulnérabilité. Le montant de ce crédit est inférieur ou égal à 20 000 FCFA.
 - Il a été décaissé en 2015 ; 8 809 pour l'ensemble des deux produits, d'un montant total de **817 302 000** francs contre **550 171 650** francs en 2014, soit un taux d'accroissement de 48,55%.
- Au titre des services non financiers :
Il est offert aux bénéficiaires des formations, sensibilisations et de l'accompagnement social.

Ces services peuvent être résumés comme suit :

Formations et sensibilisations :

- 7 sensibilisations initiales ; 14 thématiques économiques et trois thématiques socio-sanitaires ont été dupliqués au cours de l'année 2015. Depuis le début du programme, 46 thématiques ont été développées.
- un module sur les droits et devoirs des bénéficiaires est élaboré et dupliqué.
- Organisation de la journée de la femme Africaine célébrée le 31 juillet de chaque année pour échange, partage d'expérience et témoignage. Plus de 1250 bénéficiaires (composés des membres de bureau des 258 groupes et de l'ensemble des membres des 10 meilleurs groupes). 5 femmes leaders qui ont su accompagner Assilassimé par leur disponibilité et dynamisme ont été primées.
- La Smart Campaign a accompagné Assilassimé dans la mise en application de son plan d'action définie pour la mise en pratique efficace des principes de protection du consommateur.
- Le manuel des opérations est modifié suivant les principes de protection du consommateur
- Une procédure de gestion des plaintes et sur le traitement équitable ont été mis en place
- 4 430 séances de formations et sensibilisations économiques ont été organisées avec 115 621 participations aux formations économiques

Mission sociale : accompagnement social et familial :

- 443 bénéficiaires ont bénéficié du service social et 284 du référencement social en 2015
- 3 travailleurs sociaux sont recrutés et formés pour mener les activités d'accompagnement social
- 6690 visites individuelles pour la collecte d'information sur la mesure du niveau de vulnérabilité et 2961 sont saisies dans le logiciel de Suivi de la Mission Sociale (SMS).

- 8 structures sont ajoutées à l'annuaire des structures de référencements.
- 27 923 participations sur les 2 983 séances de formations socio-sanitaires organisées.

IX- MISE EN OEUVRE DES OBLIGATIONS CONCERNANT LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX :

Conformément aux procédures d'identification des clients et de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en vigueur à Assilassimé ; le service de contrôle interne mis en place se charge du suivi du dispositif de contrôle sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Le contrôle des bénéficiaires en ce qui concerne cette situation est fait systématiquement, car le progiciel de contrôles des informations est en réseau avec celui de l'identification des bénéficiaires qui pratiquent cette activité.

Le service de contrôle vérifie la cohérence activité-transaction et doit remonter immédiatement l'information en cas d'anomalie.

Le fonctionnement régulier de ce dispositif de contrôle tout au long de l'année de 2015 a permis de s'assurer d'une cohérence entre le statut des bénéficiaires, les montants des transactions et leurs activités.

Aucun cas suspect n'a été identifié courant l'année 2015.

X- Changements intervenus dans notre organisation

- Recrutement d'un 2^{ème} contrôleur interne pour renforcer le service de contrôle
- Amélioration du service social avec le recrutement de deux travailleurs sociaux
- Au total il y a eu 16 recrutements
- En ce qui concerne les opérations de terrain la fréquence des formations a subi une modification : Hebdomadaire avant tout premier appui financier et bimensuel après l'obtention du prêt.
- La durée de remboursement est de 12 mois maximum pour tout renouvellement.

XI- Difficultés rencontrées

Assilassimé Solidarité a rencontré quelques difficultés au cours de l'année 2015 :

- Difficultés d'organisation et de gestion de certaines groupes cibles, et en particulier les PVVIH, les portefaix et les travailleuses de sexes compte tenu de leur mobilité;
- Difficultés dans la gestion des groupes des personnes sourdes et malentendantes : non maîtrise du langage des signes par l'équipe Assilassimé
- les cas de décès et d'invalidité sont constatés sans pièces justificative qui impacte négativement le portefeuille de la structure. L'absence d'assurance invalidité et décès qui oblige Assilassimé Solidarité à faire face aux soldes des crédits de ces personnes.

- les lieux non adaptés pour certains groupes pour les réunions de groupements de bénéficiaires (abrité et sécurisé)

Plusieurs difficultés dans l'exécution de ses activités et qui ne sont pas de nature à favoriser l'atteinte des objectifs. Ces difficultés sont de plusieurs ordres, mais les plus perceptibles et récurrentes sont :

- Le manque d'outil approprié pour la surveillance du surendettement et de la cavalerie des clients. Ces deux phénomènes sont engendrés par l'abondance d'offres financières sur le marché.
- L'incapacité : manque de groupe électrogène pour faire face aux instabilités récurrentes de l'énergie électrique de la CEET (Centre Energie Electrique du Togo).
- Les perturbations de réseau de connexion Internet a énormément perturbé la saisie d'information à date.

XII- Relation avec les autorités de régulations

Les relations avec l'autorité n'ont souffert d'aucune insuffisance. Assilassimé pour le suivi du dossier de demande d'agrément a régulièrement satisfait aux obligations lui incombant dans la production et la production des informations nécessaires pour l'instruction du dossier.

Assilassimé Solidarité a eu une séance de travail avec l'équipe de la cellule de régulation des SFD, pour des conseils et la remise de l'agrément, accordé à ASSILASSIME le 24/08/2015 de l'arrêté N° 173/MEFPD/SG/CAS-IMEC.

XIII- La communication

Pour communiquer sur les activités de microfinance sociale et lever des financements, des outils de communication ont été élaborés : une fiche programme et des Histoires de Vie.

La journée de la femme africaine a été organisée, en juillet 2015

Le moyen de communication le plus efficace sur le terrain est le bouche à oreille.

XIV- Perspectives d'évolution en 2016

Ces axes ont été présentés au Conseil d'Administration d'Assilassimé Solidarité en octobre 2015.

Annexe 1 : Plan d'Action et perspectives 2016

PRESENTATION STRATEGIQUE 2016 ASSILASSIME

1. Gouvernance

- Le CA : 4 sessions au moins dont une rencontre par trimestre
- Une Assemblée Générale ordinaire (exercice 2015) et un AGE en cas de nécessité
- Suivi des Dispositions de la réorganisation d'ASSILASSIME après obtention de l'agrément Microfinance
- Suivi des recommandations de l'audit externe
- Formation des élus aux dispositions de la loi SFD
- Suivi du respect des dispositions règlementaires

2. Planification stratégique

- Les indicateurs,
- Tableau1 : **projection d'activité 2016**
- Tableau 2 : **prévision budgétaire en dépenses/ besoins en financement et origine des fonds**
- Tableau 3 : **Etat de Résultats**
- 12 rapports mensuels des données chiffrées réalisées et les besoins en trésorerie seront envoyés mensuellement au siège d'Entrepreneurs du Monde suivant les dispositions des conventions.

Tableau 1 : Projection d'activités 2016

N°	Indicateurs	PREVISIONS 2015	REALISES 2015	PREVISIONS 2016	Progression	PREVISIONS 2017	PREVISIONS 2018
1	Nombre de points de services	4	4	7	50%	9	10
2	Nombre d'employés	56	52	79 (6 volontaires)	48%	99	113
3	Nombre d'animateurs	22	22	30	45%	39	46
4	Nombre de bénéficiaires	9 075	12 965	15 342	18%	19 946	24 943
5	Montan d'épargne	144 446 775	217 106 204	314 250 186	60%	492 317 245	735 393 667
6	Encours de crédits	325 064 368	304 679 158	537 931 090	125%	848 483 609	1 350 158 810
7	Montant octroyés	833 235 080	817 302 000	1 068 243 052	56%	1 619 646 485	2 210 372 077
8	Emprunteurs actifs	7 260	6 798	9 205	64%	11 937	14 930
9	PAR à 30 jours	3%	4%	5,00%	23%	4,50%	5,00%
10	Taux de fidélité	75%	80%	85%	10%	85%	85%
11	Nombre de crédits octroyés	13 068	11 678	15 441	62%	19 825	24 986
12	Emprunteurs actifs/Animateurs	330	309	307	13%	306	325
13	Montant de l'encours moyen	44 775	44 819	58 439	37%	71 080	90 433
14	Montant moyen de l'épargne	14 296	16 746	20483	10%	24 683	29 483

3. Mission sociale

a. Formations et sensibilisations :

- Organisation de 4 formations trimestrielles pour les animateurs
- Deux sections d'échanges avec l'équipe de saisie
- Au moins 8 rencontres sur le renforcement des capacités en suivi du portefeuille et respect de méthodologie
- 2 Rencontres d'échange sur l'analyse de force et faiblesse de la méthodologie
- 1 Sensibilisation des agents sur les bonnes pratiques de recouvrement, la gestion de plaintes et des départs et révision des 7 principes de protection du consommateur.
- Elaboration du plan de formation 2017
- Organisation de la journée de la femme africaine (31/07/2016)
- Enquêtes et rapport sur les causes des départs et l'évaluation du niveau de mise en application de la procédure de gestion des plaintes
- 12 Rapports mensuels simplifiés sur les activités transmis périodiquement au CA.

b. Suivi de la mission sociale :

- 2 Formations et échanges avec les TS pour renforcement de capacité pour une plus grande compréhension de l'étendue de la mission sociale chez ASSILASSIME
- Analyse et évaluation des différents documents sur la mission sociale : pertinence et bonne utilisation
- Saisie des fiches de mesure du niveau de vulnérabilité.
- Utilisation optimale du SMS.
- 3 Rapports trimestriels sur le niveau de vulnérabilité et impact de l'accompagnement d'ASSILASSIME.
- Prospections d'au moins 10 structures spécialisées dans différents thématiques liées à la santé : hépatite.
- Participation à l'atelier régionale 2016
- Formalisation du système de référencement (carte de référence)

4. Ressources humaines

Prévision des recrutements

Poste	Effectif à fin 2015	Recrutement 2016	Effectif à fin 2016
SIEGE			
Chargée de mission	1	0	0
Directrice	0	1	1
Responsables des opérations	1	0	1
Gestionnaire du portefeuille	1	0	1

Responsable financier et administratif	0	0	0
Comptable	1	0	1
Assistante administrative et RH	1	0	1
Agent de saisie	0	0	0
Logisticien	1	0	1
Agent de sécurité	2	0	2
Agent d'entretien	1	0	1
Responsable Agent de sécurité	1	0	1
Contrôleurs	2	0	1
Responsable contrôle interne	0	1	1
Stagiaire KIVA/Saisie	1	1	2
Responsable saisie /référent informatique	1	0	1
Total	14	4	15
POINTS DE SERVICE			
Responsable point de service	4	3	7
Animateurs	20	12	32
Animateurs remplaçant	2	0	2
Agents de saisie	4	3	7
Travailleur social	2	1	3
Agents de sécurité	6	4	10
Agent d'entretien	2	1	3
Total point de service	40	24	64
Volontaires	0	10	10
Total Global	54	35	89

En fin 2016 le personnel d'ASSILASSIME sera de 89 employés ; dont 10 volontaires de l'ANVT.

5. SIG

- Optimisation de l'utilisation du logiciel PERFECT pour réduire au maximum les différents anomalies
- Séparation des bases par agences
- Analyse des faiblesses du logiciel en ce qui concerne la sortie des rapports et proposition d'amélioration.

6. Gestion des opérations :

Plan d'action stratégique 2016:

7. Gestion Financière :

- Voir la prévision budgétaire validé par le CA en annexe
- 12 Suivi budgétaire mensuel
- Analyse de ratios trimestriels suivant les dispositions de la BCEAO
- Préparation des ratios et statistiques trimestrielles pour la CASI-MEC
- 12 fiches de planification sur le suivi de la trésorerie
- Préparation des états de rapprochements pour le suivi de compte bancaires

8. Gestion des risques et contrôle interne

- Elaboration des procédures claires et adaptées aux processus de gestion pratique des activités.
- Suivi des recommandations de l'audit externe
- Elaboration et Mise en application de la cartographie des risques
- Amélioration des procédures de gestion et documents de gestion.
- Révision des manuels et documents en conformité avec les dispositions règlementaires
- Préparation et transmission des rapports de contrôles à la CASI-MEC
- 12 rapports de contrôles mensuels

9. Recherche de financements et communication

- Elaboration de fiche programme et des Histoires de Vie.

En plus de différents bailleurs de départ :

- Pour le fonctionnement : l'AFD, DBN, Pro Victimis, Fondation ELLE ; fondation EDM, Ville de Paris, Fondation Michelham, The Helio Trust.....
- Les apports en fonds crédit viennent de l'appui de différents bailleurs : comme l'AFD, DBN et WPF
- prêteurs : MFS, KIVA (auprès de MFS nous pensons lever au 65 millions de fonds de crédits à un taux de 5% ; auprès de KIVA nous leverons au moins 10 MFCFA par mois vu que notre plafond pour 2016 est de 200 000 dollars.
- ASSILASSIME va faire des recherches de fonds auprès des partenaires nationaux comme : FANMILK ; ATBEF ; SAZOF, BOAD, DIAMOND BANK, BOA ; BAD.....

XV- Conclusion

De tout ce qui précède, il va sans dire que beaucoup d'efforts restent à faire malgré l'évolution des indicateurs par rapport à 2014 vu que tous les objectifs ne sont pas atteints.

Le développement du portefeuille de crédit et de dépôts de garantie, du nombre des bénéficiaires, l'assainissement du portefeuille de crédit, la capitalisation des fonds propres, bref l'amélioration de la situation financière de l'institution conformément au plan d'affaires d'Assilassimé reste l'objectif principal à atteindre dans les années à venir. Les différentes actions prévues pour le compte de

l'année 2016 permettront à Assilassimé de renforcer ses capacités afin de lui garantir un avenir meilleur et de se faire une place dans le secteur de la microfinance et d'être un modèle de SFD sociale vu son statut de microfinance sociale et inclusive qui milite beaucoup plus pour l'inclusion social et économique des personnes vulnérables.

XVI- ANNEXES

Annexe 1 : Situation Patrimoniale et état de Formation du Résultat

BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

BILAN VERSION DEVELOPEE

DIMF 2000

Etat : TOGO

Etablissement:

ASSILASSIME SOLIDARITE

DATE D'ARRETE DES COMPTES: 201N/12/31

D:AAO

F:XX/NT:XXX

(en Francs CFA)

P.A

N.S.:XXX X/XX

M:X

Code Poste	ACTIF	BRUT	AMORT/PROV	NET	Code Poste	PASSIF	NET
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	107 455 519	0	107 455 519	F01	OPERATIONS DE TRESORERIE AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	141 502 016
A10	Valeur en caisse	944 575	0	944 575	F1A	Comptes ordinaires créditeurs	
A11	Billets monnaies	944 575		944 575	F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs	0
A12	Comptes ordinaires débiteurs	56 510 944		56 510 944	F2B	Dépôts à terme reçus	
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	50 000 000	0	50 000 000	F2C	Dépôts de garantie reçus	
A2H	Dépôts à terme constitués	50 000 000		50 000 000	F2D	Autres dépôts reçus	
A2I	Dépôts de garantie constitués			0	F3A	Comptes d'emprunts	137 179 167
A2J	Autres dépôts constitués			0	F3E	Emprunts à moins d'un an	
A3A	Comptes de prêts	0	0	0	F3F	Emprunts à terme	137 179 167
A3B	Prêts à moins d'un an			0	F50	Autres sommes dues aux institutions financières	

A3C	Prêts à terme			0	F55	Ressources affectées	
A60	Créances rattachées			0	F60	Dettes rattachées	4 322 849
A70	Prêts en souffrance	0	0	0	G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	217 140 309
	Prêts immobilisés				G10	Comptes ordinaires créditeurs	217 140 309
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus			0	G15	Dépôts à terme reçus	
A72	Prêts en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus			0	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus			0	G30	Autres dépôts de garantie reçus	
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	304 679 158	5 889 273	298 789 885	G35	Autres dépôts reçus	
B2D	Crédits à court terme	295 480 100		295 480 100	G60	Emprunts	
B2N	Comptes ordinaires			0	G70	Autres sommes dues	
B30	Crédits à moyen terme			0	G90	Dettes rattachées	
B40	Crédits à long terme			0	H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 558 052
B65	Créances rattachées	605 608		605 608	H10	Versements restant à effectuer	
B70	Crédits en souffrance	8 593 450	5 889 273	2 704 177	H40	Créditeurs divers	7 269
	Crédits immobilisés			0	H6A	Comptes d'ordre et divers	1 550 783
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	3 333 075	1 333 230	1 999 845	H6B	Comptes de liaison	
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	3 521 660	2 817 328	704 332	H6C	Comptes de différences de conversion	

B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	1 738 715	1 738 715	0	H6G	Comptes de régularisation-passif	1 550 783
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	90 862 823	10 146 503	80 716 320	H6P	Compte d'attente-passif	
C10	Titres de placement			0	KO1	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0
C30	Comptes de stocks	279 720	0	279 720	K20	Titres de participation	
C31	Stock de meubles			0	L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	137 245 727
C32	Stocks de marchandises			0	L10	Subventions d'investissement	4 489 157
C33	Stocks de fournitures	273 800		273 800	L20	Fonds affectés	0
C34	Autres stocks et assimilés	5 920		5 920	L21	Fonds de garantie	
C40	Débiteurs divers	86 601 903	10 146 503	76 455 400	L22	Fonds d'assurance	
C55	Créances rattachées			0	L23	Fonds de bonification	
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat			0	L24	Fonds de sécurité	
C59	Valeurs à rejeter			0	L25	Autres fonds affectés	
C6A	Comptes d'ordre et divers	3 981 200	0	3 981 200	L27	Fonds de crédit	130 149 393
C6B	Comptes liaison			0	L30	Provisions pour risques et charges	3 395 700
C6C	Comptes de différence de conversion			0	L31	Provisions pour charges de retraite	
C6G	Comptes régularisation - actif	585 500		585 500	L32	Provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature	
C6Q	Comptes transitoires	3 395 700		3 395 700	L33	Autres provisions pour risques et charges	3 395 700
C6R	Comptes d'attente - actif			0	L35	Provisions règlementées	0

D01	VALEURS IMMOBILISEES	23 168 075	12 683 695	10 484 380	L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long termes	
D1A	Immobilisations financières	0	0	0	L37	Provision spéciale de réévaluation	
D10	Prêts et titres subordonnés			0	L41	Emprunt et titres émis subordonnés	
D1E	Titres de participation			0	L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés	
D1L	Titres d'investissement			0	L45	Fonds pour risques financiers généraux	
D1S	Dépôts et cautionnements	1 500 000		1 500 000	L50	Primes liées au capital	
D23	Immobilisations en cours	0	0	0	L55	Réserves	0
D24	Incorporelles			0	L56	Réserve générale	
D25	Corporelles			0	L57	Réserves facultatives	
D30	Immobilisations d'exploitation	21 668 075	12 683 695	8 984 380	L58	Autres réserves	
D31	Incorporelles	3 472 000	2 746 889	725 111	L59	Ecart de réévaluation des immobilisations	
D36	Corporelles	18 196 075	9 936 806	8 259 269	L60	Capital	0
D40	Immobilisations hors exploitation	0	0	0	L61	Capital appelé	
D41	Incorporelles			0	L62	Capital non appelé	
D45	Corporelles			0	L65	Fonds de dotation	
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	0	0	0	L70	Report à nouveau (+ ou-)	-23 500
D46	Incorporelles			0	L75	Excédent des produits sur les charges	33 579 756
D47	Corporelles			0	L80	Résultat de l'exercice (+ ou -)	-765 023
D50	Crédit bail et opérations assimilées	0	0	0	L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	-765 023

D51	Crédit-bail			0	L82	Excédent ou déficit de l'exercice	
D52	L.O.A			0			
D53	Location-vente			0			
D60	Créances rattachées			0			

D70	Créances en souffrance	0	0	0		
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus			0		
D72	Créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus			0		
D73	Créances en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus			0		
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OUMEMBRES	0	0	0		
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé			0		
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital appelé non versé			0		
E05	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	34 344 779		34 344 779		
E90	TOTAL DE L'ACTIF	526 165 575	28 719 471	497 446 104	L90	TOTAL DU PASSIF
						497 446 104

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2015

COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPEE

DIMF 2080

CPTÉ RESULTAT

2012!Impression des titres

Etat: TOGO

Etablissement

ASSILASSIME SOLIDARITE

DATE D'ARRETE DES COMPTES: 201N/12/31

D: RAO
F: xx/NT:
xxx

(En Franc
CFA)

P: A

N.S. : TOG x/xx

M: 1

Code poste	CHARGES	N	Code poste	PRODUITS	N
R08	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	4 331 749	V08	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	12 744 478
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	-	V1A	Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	-
R1B	Organe financier		V1B	Organe financier	
R1C	Caisse centrale		V1C	Caisse centrale	
R1D	Trésor Public		V1D	Trésor Public	
R1E	CCP		V1E	CCP	
R1F	Banques et correspondants		V1F	Banques et correspondants	
R1H	Etablissements financiers		V1H	Etablissements financiers	
R1I	SFD		V1I	SFD	
R1K	Autres institutions financières		V1K	Autres institutions financières	
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	-	V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts débiteurs	511 618
R1N	Dépôts à terme reçus		V1Q	Dépôts à terme constitués	511 618
R1P	Dépôts de garantie reçus		V1R	Dépôts de garantie constitués	
R1Q	Autres dépôts reçus		V1S	Autres dépôts constitués	
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	4 322 849	V2A	Intérêts sur comptes de prêts	-
R2F	Intérêts sur emprunt à moins d'un an		V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an	
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	4 322 849	V2G	Intérêts sur prêts à terme	
R2R	Autes intérêts	-	V2Q	Autes intérêts	-
R2T	Divers intérêts		V2S	Divers intérêts	
R2Z	Commissions	8 900	V2T	Commissions	12 232 860

R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	-	V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	35 884 622
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires, clients	-	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	35 804 512
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs		V3G	Autres crédits à court terme	35 804 512
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus		V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial		V3N	Intérêts sur crédits à long terme	
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus		V3R	Autres intérêts	-
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus		V3T	Divers intérêts	
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues		V3X	Commissions	80 110
R3Q	Autres intérêts				
R3T	Commissions				
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	44 297 351		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	-
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	4 331 749		TOTAL PRODUITS D'INTERETS	48 629 100
R4B	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	-	V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET SUR OPERATIONS DIVERSES	-
R4C	Charges et pertes sur titres de placement		V4C	Produits et profits sur titres de placement	
R4K	Charges sur opérations diverses		V4D	Intérêts sur crédits accordés aux personnel non membres	
R4N	Commissions		V4E	Produits sur opérations diverses	
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	V4F	Commissions	
R5C	Frais d'acquisition		V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-
R5D	Etalement de la prime		V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés	
R5E	Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	-	V5D	Dividendes et produits assimilés sur titres de participation	
R5G	Charges sur opérations de crédit-bail	-	V5F	Produits et profits sur titres d'investissements	
R5H	Dotations aux amortissements		V5G	PRODUITS SUR CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	-
R5J	Dotations aux provisions		V5H	Produits sur opérations de crédit-bail	-
R5K	Moins-values de cession		V5J	Loyers	

R5L	Autres charges		V5K	Reprises de provisions	
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat	-	V5L	Plus -values de cession	
R5N	Dotations aux amortissements		V5M	Autres produits	
R5P	Dotations aux provisions		V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat	-
R5Q	Moins-values de cession		V5P	Loyers	
R5R	Autres charges		V5Q	Reprises de provisions	
R5S	Charges sur opérations de location-vente	-	V5R	Plus -values de cession	
R5T	Dotations aux amortissements		V5S	Autres produits	
R5U	Dotations aux provisions		V5T	Produits sur opérations de location-vente	-
R5V	Moins-values de cession		V5V	Loyers	
R5X	Autres charges		V5W	Reprises de provisions	
R5Y	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés		V5X	Plus-values de cession	
R6A	CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE	-	V5Y	Autres produits	
R6B	Pertes sur opérations de change		V6A	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGE	-
R6C	Commissions		V6B	Gains sur opérations de change	
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN	-	V6C	Commissions	
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières		V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN	-
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, bénéficiaires ou clients		V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières	
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières		V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients		V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières	
R6S	Charges sur engagements sur titres		V6P	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	
R6T	Charges sur autres engagements reçus		V6Q	Produits sur engagements sur titres	

R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	668 899	V6R	Produits sur autres engagements donnés	
R6W	Charges sur les moyens de paiement		V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers	
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	668 899	V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	-
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE	-	V6V	Produits sur les moyens de paiement	
R7B	Moins-value de cession d'éléments d'actif		V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière		V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE	-
R7D	Diverses charges d'exploitation financière		V7B	Plus-values de cession d'éléments d'actif	
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	-	V7C	Transferts de charges d'exploitation financière	
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	668 899	V7D	Divers produits d'exploitation financière	
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	44 297 351		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	668 899
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	-		AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	-
	PRODUIT NET FINANCIER	43 628 452		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	-
	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	- 273 800		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	668 899
R8G	Achats de marchandises			CHARGE FINANCIERE NETTE	668 899
R8J	Stocks vendus			VENTES	-
R8L	Variations de stocks de marchandises	- 273 800	V8B	MARGE COMMERCIALE	
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	180 928 922	V8C	Ventes de marchandises	
S02	FRAIS DE PERSONNEL	117 379 036		PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	135 599 063
S03	Salaires et traitements	97 144 913	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	1 479 600
S04	Charges sociales	14 648 968	W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	
S05	Appointements et indemnités versés aux stagiaires	5 585 155	W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçus	
S1A	IMPÔTS ET TAXES	5 000	W4G	Plus-values de cession	-

S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération		W4H	sur immobilisations incorporelles et corporelles	
S1C	Autres impôts, taxes et prélèvement assimilés versés à l'administration des impôts	5 000	W4J	sur immobilisations financières	
S1D	Impôts directs		W4K	Revenus des immobilisations hors exploitation	
S1G	Impôts indirects		W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière	1 479 600
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	5 000	W4M	Charges refacturées	1 479 600
S1J	Impôts et taxes divers		W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices	
S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes		W4P	Autres transferts de charges	
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	41 552 398	W4Q	Autres produits divers d'exploitation	
S2B	Services extérieurs	12 638 117	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE	-
S2C	Redevances de crédit-bail		W51	Immobilisations corporelles	
S2D	Loyers	5 760 000	W52	Immobilisations incorporelles	
S2F	Charges locative et de co-propriété		W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	126 693 038
S2H	Entretien et réparations	1 071 480	X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	
S2J	Primes d'assurance	4 527 259	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-
S2K	Etudes et recherches		X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	
S2M	Frais de formation du personnel	1 033 438	X56	Reprises de provisions sur immobilisations	
S2L	Divers	245 940	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	7 426 425
S3A	Autres services extérieurs	28 038 581	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	4 375 315
S3B	Personnel extérieur à l'institution	509 763	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	3 817 947
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 500 000	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	176 302
S3E	Publicité, publications et relations publiques	1 711 560	X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	381 066

S3G	Transports de biens	600	X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	
S3J	Transports collectifs du personnel		X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	3 051 110
S3L	Déplacements, missions et réceptions	2 147 647	X6I	Reprises de provisions réglementées	
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	16 971 642	X6J	Récupération sur créances amorties	
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	4 197 369	X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 661 319
S3P	Divers		X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	
S4A	Charges diverses d'exploitation	875 700	L80	DEFICIT	765 023
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires				
S4D	Indemnités de fonction versées				
S4I	Frais de tenue d'assemblée	686 300			
S4K	Moins-value de cession sur immobilisations	-			
S4L	sur immobilisations corporelles et incorporelles				
S4M	sur immobilisations financières				
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière	-			
S4Q	Produits rétrocédés				
S4R	Autres transferts de produits				
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	189 400			
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	3 395 700			
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	4 446 835			
T53	Dotation aux amortissements de charges à répartir				
T54	Dotation aux amortissements des immobilisations exploitation	4 446 835			
T55	Dotation aux amortissements des immobilisations hors exploitation				

T56	Dotation aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours				
T57	Dotation aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation				
T58	Dotation aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation				
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	14 149 953			
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	8 005 082			
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	6 848 928			
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	768 238			
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	387 916			
T6G	Dotation aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif				
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	5 443 266			
T6J	Dotations aux provisions réglementées				
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	701 605			
T6L	Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions				
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	186 372			
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	3 812 363			
T82	IMPÔTS SUR LES EXCEDENTS				
	CHARGES	189 654 505		PRODUITS	188 889 482
L80	EXCEDENT	-			
T84	TOTAL	189 654 505	X84	TOTAL PRODUITS	189 654 505

Annexe 2 : Composition des organes: exercice 2015

1. Composition du CA

Poste	Nom prénoms	Autres fonctions	Coordonnées
<i>Président</i>	M. Victor GUENGUERE	Expert-consultant en microfinance	Burkina Faso (10 BP 13310 Ouagadougou/ tél. (226) 70 23 09 55 (Burkina Faso) (235) 66 42 12 97 (Tchad)
<i>Vice- président</i>	M. Komivi AYASSOU	Président de la FETAPH	Togo (BP : 30 357 Lomé Tél : 22 33 38 65/90 14 19 36 E.mail : ayassouk@yahoo.fr
<i>Secrétaire</i>	M. Franck RENAUDIN	Directeur (fondateur) Entrepreneurs du Monde	France (00 33 549 60 68 51 – 00 33 662 35 61 77. BP. : 86190 Vouillé. franck.renaudin@entrepreneursdumonde.org
<i>Trésorier</i>	M. Valère HOUSSOU	Directeur Exécutif ALidé au Bénin	Benin (03 BP. 1733 Cotonou/tél. 229) 90 04 27 06/97 08 29 88/ mail : houssou@yahoo.fr
<i>Trésorier adjoint</i>	M. Augustin DOKLA	Président du réseau RAS+	Togo (Cel 917 2375/948 357/ Email : doklatino@yahoo.fr

2. Composition du comité de crédit

Poste	Nom prénoms	Fonction dans l'association	N° de téléphone
<i>Président du comité</i>	Ladi TCHAGBATAO	Chargée de mission gestion et création IMF sociale/	22 21 12 34/90 93 68 78/
	Jacques Komi AFETOR	Responsable des opérations	22 21 12 34/90 03 75 81
<i>Membres représentants des points de services</i>	LAWANI G. Noah TENGOU J. ou KLOUTSE Amaté Gnininvi Egnonam	Responsables de point de service	92 70 40 03 93 11 36 35 93 11 36 34 92 90 76 84

N.B.: Vu le nombre croissant des points de service les membres du comité interne de crédit est parfois divisé en en deux.

Annexe 3 : Rapport d'activités du CA, exercice 2015

Les principales activités du CA :

- 3 Rencontres du CA : le CA a tenue trois rencontres conformément aux dispositions statutaires ;
- Une Rencontre le 21/10/2015 avec le coordonnateur de la CASI-MEC et son équipe pour la remise de l'agrément

1. Le 12 mars 2015 :

- ✓ bilan 2014
- ✓ Adoption du PTBA 2016 (plan de travail et budget annuel)

2. Le 06 juillet 2015 :

- ✓ Préparation de l'AG 2014 et renouvellement CA

3. Le 21 octobre 2015 :

- ✓ Points activités – indicateurs - chiffres ;
- ✓ Discussions le niveau d'exécution des recommandations du sur le rapport du CAC (réalisé totalement et partialement 87% et 13% non encore réalisé;
- ✓ Validation des Documents le sur statut des membres pour la demande d'agrément ;
- ✓ validation d'un Nouvelle produit de crédit Miwoé et la Procédure de gestion de ce produit de crédit
- ✓ Echanger sur le rapprochement entre l'association IADES et ASSILASSIME. Le directeur d'IADES
- ✓ Sélection d'un candidat au poste de responsable du contrôle

6 résolutions et trois décisions ont été prises en 2015 par le CA

Annexe 4 : Rapport d'activités du comite de crédit, exercice 2015

Pour l'année 2015 le comité de crédit a eu 79 rencontres pour valider les différentes demandes d'appui financiers des bénéficiaires des services de l'association. Les données chiffrées sont détaillées dans le tableau suivant :

EDM/ASSILASSIME	ACTIVITES DU COMITES DE CREDIT				TOTAL
	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	
indicateur					
Nombre de prêts octroyés - TOTAL	1 982	1 224	1 671	4 546	11 677
<i>Aménovi 1ers prêts</i>	617	515	923	1 739	3 794
<i>Aménovi renouvellements</i>	1318	1786	1834	2 669	7 607
<i>Coup de Pouce 1ers prêts</i>	38	35	45	118	236
<i>Coup de Pouce renouvellements</i>	9	4	7	20	40
<i>Montant premiers prêts octroyés / mois</i>	31 895 000	40 200 000	37 955 000	70 450 000	180 500 000
<i>Montant total octroyé / mois</i>	123 492 000	185 115 000	196 130 000	312 565 000	817 302000

Annexe 5 : Analyse des ratios prudentiels

RATIOS PRUDENTIELS

Etablissement: ASSILASSIME SOLIDARITE

I- LIMITATION DES RISQUES PORTES PAR UNE INSTITUTION			
Les risques portés par un système financier décentralisé ne peuvent excéder le double de leurs ressources			
1. Numérateur : risques portés par une institution (A) : Montant nets des provisions et des dépôts de garantie		2. Dénominateur : ressources	Ratio
TOTAL (A)	410 584 494	TOTAL (B)	491 565 203
	Ratio = A/B x 100		83,53%
	La norme à respecter est de 200% maximum.		Respectée
II- COUVERTURE DES EMPLOIS A MOYEN ET LONG TERME PAR DES RESSOURCES STABLES			
1. Numérateur : ressources stables (A)		2. Dénominateur : emplois	Ratio
TOTAL A	274 424 894	TOTAL B	63 188 557
		Ratio = A/B x 100	434,30%
		La norme à respecter est de 100% maximum.	Respectée
III- LIMITATION DES PRETS AUX DIRIGEANTS ET AU PERSONNEL, AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			
1. Numérateur : prêts et engagements par signature (A)		2. Dénominateur : Fonds propres (B)	
TOTAL (A)	695 000	TOTAL (B)	135 755 593
	Ratio = A/B x 100		0,51%
	La norme à respecter est de 10% maximum.		Respectée
IV- LIMITATION DES RISQUES PRIS SUR UNE SEULE SIGNATURE			
1. Numérateur : prêts et engagements par signature (A)		2. Dénominateur : Fonds Propres (B)	
TOTAL (A)	1 610 015	TOTAL (B)	135 755 593
	Ratio = A/B x 100		1,19%
	La norme à respecter est de 10% maximum.		Respectée

V- NORME DE LIQUIDITE			
1. Numérateur : valeurs réalisables et disponibles (montants nets)		2. Dénominateur : Passif exigible (B)	
TOTAL (A)	480 276 347	TOTAL (B)	358 649 594
		La norme de ce ratio est fixée à :	
		Ratio = A/B x 100	133,91%
• Pour les institutions non affiliées, la norme à respecter est fixée à 100% minimum ;		Respectée	
• Pour les institutions affiliées, la norme à respecter est fixée à 80% minimum ;			
• Pour les institutions qui ne collectent pas des dépôts, la norme à respecter est fixée à 60% minimum			

VI- LIMITATION DES OPERATIONS AUTRES QUE LES ACTIVITES D'EPARGNE ET DE CREDIT			
1. Numérateur : montant consacré par l'institution aux activités autres que l'épargne et le crédit (A)		2. Dénominateur : risques portés par une insti	
TOTAL (A)	0	TOTAL (B)	354 695 221
		Ratio = A/B x 100	0,00%
		La norme à respecter est de 5% maximum.	Respectée

VII- CONSTITUTION DE LA RESERVE GENERALE	
Base : Résultat (L80) + Report à nouveau déficitaire (L70)	
Dotation annuelle : Base x 15% minimum	

VIII- NORME DE CAPITALISATION			
1. Fonds propres (A)		2. Total actif de fin de période en montants	
TOTAL (A)	135 755 593	TOTAL (B)	497 446 104
		Ratio = A/B x 100	27,29%
		La norme à respecter est	Respectée

IX -LIMITATION DES PRISES DE PARTICIPATION			
1.Titres de participation (A)		2. Fonds Propres (B)	
TOTAL (A)	0	TOTAL (B)	135 755 593
	Ratio = A/B x 100		0,00%
La norme à respecter est fixée à 25% maximum			Respectée

X -LIMITATION DU FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS ET DES PRISES DE PARTICIPATION			
1. Numérateur: Total des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que des titres de participation à l'exclusion des frais et valeurs immobilisés et des participations dans d'autres SFD ou		2. Dénominateur: Fonds Propres (B)	
TOTAL (A)	8 984 380	TOTAL (B)	135 755 593
	Ratio = A/B x 100		6,62%
La norme à respecter est fixée à 100% maximum			Respectée

Tableau des Indicateurs financiers

Type de Ratio	Nom du Ratio	2015	2014	Norme	Commentaires
I- INDICATEURS DE QUALITE DU PORTEFEUILLE	Portefeuille classé à risque à 90 jours	2,82%	1,58%	<ou=3%	Il faudra inverser rapidement la tendance avant qu'il ne soit trop tard
	Taux de provisions pour créances en souffrance	68,53%	72,48%	>ou=40%	Le provisionnement respecte la norme
	Taux de perte sur créances	0,35%	0,31%	<2%	les pertes sont maîtrisées les deux premières années
II- INDICATEURS D'EFFICACITE/ PRODUCTIVITE	Ratio des charges de personnel	58,18%	82,89%	<10%	Les charges salariales sont trop élevées par rapport à la production de l'association
	Charges d'exploitation rapportées au portefeuille de crédit	89,68%	117,19%	< ou =35%	La structure a dépensé 90 FCFA en 2015 contre 117 FCFA en 2014 pour la gestion de chaque 100 FCFA d'encours de crédit.
III- INDICATEURS DE RENTABILITE	Autosuffisance opérationnelle	26,99%	22,79%	>130%	Cet indicateur est trop faible. la rentabilité de l'institution n'est pas évidente à moyen terme
	Taux de rendement sur actif	-29,48%	-61,02%	>3%	Pour chaque Franc d'actif engagé, il y a un déficit d'exploitation de 29,48 FCFA en 2015 contre 61,02 FCFA en 2014.
IV- INDICATEURS DE GESTION DU BILAN	Taux de rendement des actifs	11,79%	30,86%	>15%	Chaque Franc d'actif productif engagé génère environ 11,79 FCFA de produits d'intérêts et commissions en 2015 contre 30,86% en 2014.
	Ratio de liquidité de l'actif	25,45%	27,72%	>5%	la liquidité est bonne
	Ratio de capitalisation	12,33%	21,79%	>15%	la capitalisation est très faible et en régression
	Rentabilité des fonds propres	-197,32%	-280,06%	>15%	La structure a perdu 197,32 FCFA en 2015 contre 280,06 FCFA en 2014 pour chaque Franc de fonds propres engagé

Annexe 6 : Les états annexes au 31 décembre 2015

ANNEXE4.1 DIMF 2005 NRC

TABLEAU DES EMPLOIS ET RESSOURCES			
Etat: TOGO		Etablissement: Entrepreneurs du	
Date d'arrêté: 31/12/2015		(en Francs CFA)	
Code	LIBELLES	Amortissements/ Provisions	Montants nets
	ACTIF		
B02	Créances sur les membres, bénéficiaires ou clients		
B2D	<i>Crédits à court terme</i>		295 480 100
B30	<i>Crédits à moyen terme</i>		0
B40	<i>Crédits à long terme</i>		0
B70	<i>Crédits en souffrance</i>	5 889 273	2 704 177
D50	Crédit-bail et opérations assimilées		
D51	<i>Crédit-bail</i>	0	0
D52	<i>Location avec option d'achat</i>	0	0
D53	<i>Location-vente</i>	0	0
D70	<i>Créances en souffrance sur crédit-bail et opérations assimilées</i>	0	0
	PASSIF		
G02	Dettes à l'égard des membres, bénéficiaires ou clients		
G10	Comptes ordinaires créditeurs	0	217 140 309
G15	Dépôts à terme reçus	0	0
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	0	0
G60	Emprunts	0	137 179 167
G70	Autres sommes dues	0	0

ANNEXE 4.6/ DIMF 2010 DU NRC du NRC

ETAT DES CREDITS EN SOUFFRANCE					
Etat:		Etablissement: Entrepreneurs du Monde			
Date d'arrêté: 31/12/2015		(en Francs CFA)			
CREDITS EN SOUFFRANCE	A	B	C=A-B	D	E=C-D
	Crédits et prêts en souffrance	Dépôts de garantie	Soldes restant dus	Provisions	Crédits et prêts en souffrance nets
Crédits comportant au moins une échéance impayée <= à 6 mois	3 333 075	-	3 333 075	1 333 230	1 999 845
Crédits comportant au moins une échéance impayée > à 6 mois et <= à 12 mois	3 521 660	-	<i>3 521 660</i>	2 817 328	704 332
Crédits comportant au moins une échéance impayée > à 12 mois et <= à 24 mois	1 738 715	-	<i>1 738 715</i>	1 738 715	-
TOTAL	8 593 450	-	8 593 450	5 889 273	2 704 177

1. Balance âgée du portefeuille

ANNEXE 4.9 : DIMF 2012

ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS				
Etat:		Etablissement:		Entrepreneurs du Monde
Date d'arrêté: 31/12/2015			(en Francs CFA)	
N°	PRENOM/NOM/N° D'IDENTIFICATION	DUREE INITIALE DU CREDIT Bimensuel	DUREE RESTANT A COUVRIR	MONTANT NET EN FCFA
1	KPOGAN Grace			1 610 015
2	ISSIFOU SOULE Abibatou			1 087 265
3	AKUE Adole			820 750
4	SIMFEILE Afi Mimi			634 240
5	BETEMA Justine			630 640
6	MORK Siyabia			610 155
7	AKAKPO Ama Amélei			608 160
8	DOSSOU Trinité			568 570
9	AMOUZOU Afi Brigitte			563 200
10	GAMLI Kossiwa			497 375
	TOTAL			7 630 370

ANNEXE 4.10 : DIMF 2013 /NRC

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES	
Etat: Etablissement: Entrepreneurs du Monde Date d'arrêté: 31/12/2015 (en Francs CFA)	
PRENOM/NOM/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (brut)
Encours aux dirigeants	0
Encours aux employés (avances sur salaires)	695 000
Encours aux personnes liées	0
TOTAL	695 000

2. Statistiques périodiques

EXPEDITEUR		STATISTIQUES TRIMESTRIELLES	DESTINATAIRE		
SIGLE : Entrepreneurs du Monde			MFBP / CAS-IMEC		
BP : 13 979	SIEGE : LOME		BP: 35251 Lomé		
22 21 12			CASEF 2è Etage, Portes 226		
TEL: 34			Tél : 22 40 87 55		
E-MAIL :			Fax : 22 21 09 05		
Statut juridique : Association			E-mail : casimec2009@yahoo.fr		
Type d'organisation : Associative			Site web : www.finances.gouv.tg		
INDICATEURS NON FINANCIERS		2014	2015	Var %	
NOMBRE DE MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS					
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1)+(2)		8413	13 050	55	
<i>Nombre de personnes physiques non membres de groupements (1) = (a)+(b)</i>		8413	13 050	55	
* Hommes (a)		29	116	3	
* Femmes (b)		8 276	12 751	54	

Nombre de personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	108	183	69,44
Nombre de groupements de personnes physiques-bénéficiaires	0	0	#DIV/0!
Nombre total des membres des groupements de personnes physiques -bénéficiaires (a)+(b)	8413	13 050	55
* Hommes (a)	29	116	3
* Femmes (b)	8 276	12 751	54
EFFECTIF DES DIRIGEANTS ET DU PERSONNEL EMPLOYE	38	57	50
Nombre de membres du Conseil d'Administration ou de l'organe équivalent	5	5	0,00
Nombre de membres du Conseil de surveillance	0	0	0
Nombre de membres du Comité de Crédit	0	0	0,00
Effectif total des employés (1)+(2)	33	52	114,29
* Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance (1))	1	1	0,00
* Autres employés (2)	32	51	133,33
Agents nationaux sous contrat à durée indéterminée	13	34	100,00
Agents nationaux sous contrat à durée déterminée	19	17	120,00
Personnel expatrié sous contrat à durée indéterminée	0	0	#DIV/0!
Personnel expatrié sous contrat à durée déterminée	1	1	0,00
			#DIV/0!
NOMBRE DES DEPOSANTS			#DIV/0!
Nombre total de déposants (1)+(2)	8413	13 050	55
Nombre de déposants - personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	8413	13 050	55
* Hommes (a)		116	
* Femmes (b)	859	12 751	
Nombre de déposants - personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	108	183	69,44
NOMBRE DE CREDIT EN COURS			#DIV/0!
Nombre de crédit en cours (1)+(2)	5 002	6798	36
Nombre de crédits en cours sur les personnes physiques membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	0		
* Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)			
* Nombre de crédits en cours sur les femmes (b)			
Nombre de crédits en cours sur les personnes morales (groupements de personnes physique, entreprise)	0		

associations, etc.) (2)			
REPARTITION DES CREDITS SELON LEUR OBJET	197 657 057	304 679 158	54,14
Crédits immobiliers	0	0	#DIV/0!
Crédits d'équipement	0	0	#DIV/0!
Crédits à la consommation	0	0	#DIV/0!
Crédits de trésorerie	0	0	#DIV/0!
Autres crédits (commerciaux)	197 657 057	304 679 158	54,14
NOMBRE DE CREDITS EN SOUFFRANCE			#DIV/0!
Nombre de crédits en souffrances (1)+(2)	8	51	537,50
Nombre de crédits en souffrance sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	8	51	537,50
* Nombre de crédit en souffrance sur les hommes (a)	0	0	#DIV/0!
* Nombre de crédit en souffrance sur les femmes (b)	8	51	537,50
Nombre de crédits en souffrance sur les personnes morales (groupement de personne physique, entreprises associations, etc.) (2)	0	0	#DIV/0!
INDICATEURS SUR LA SURVEILLANCE			#DIV/0!
Nombre d'institutions affiliées*	0	0	#DIV/0!
Nombre d'institutions affiliées contrôlées*	0	0	#DIV/0!
Nombre de réunions tenues par le Conseil de Surveillance*	0	0	#DIV/0!
Nombre d'agences ou de points de services**	3	4	33
Nombre de rapports de contrôle interne**	4	12	200
			#DIV/0!
NOMBRE DE STRUCTURES DE BASE (Caisses Autorisées)	0	1	#DIV/0!
Nombre de points de services, d'antennes ou d'agences	3	4	33

Annexe 7 : Autres indicateurs

1. DONNEES GENERALES

Tableau n°1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unités)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	variation (%)
-------------	-------------	-----------	---------------

Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1) +(2)	8413	13 050	55
Nombre de personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	0	0	0
Hommes (a)	0	0	0
Femmes (b)	0	0	0
Nombre de personnes morales (groupement de personnes physiques, entreprises, associations, etc.)(2)	108	183	69,44
Nombre de groupements de personnes physiques bénéficiaires (3) = (c)+(d)	8413	13 050	55
Hommes (c)	29	116	3
Femmes (d)	8 276	12 751	54

Tableau n°1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	variation (%)
Nombre de membres du Conseil d'Administration ou de l'organe équivalent	5	5	0
Nombre de membres du Conseil de Surveillance (*)	0	0	
Nombre de membres du Comité de Crédit (*)	0	0	0
Nombre de membres des autres comités créés par le SFD (**)	0	0	
Effectif total des employés (3) = (1) + (2)	34	53	
Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance) dont : (1)	1	1	0
- nationaux	1	1	
- personnel expatrié	0	0	
Autres employés (2) = (a) - (b) + (c)	33	52	57,57
Agents permanents (a)	34	53	55,88
Agents contractuels (b)	0	0	
Personnel expatrié (c)	1	1	0

(*) A renseigner par les institutions coopératives ou mutualistes d'épargne et de crédit

(**) A préciser

1.3 Données sur la gouvernance

Tableau sur l'état des rémunérations des dirigeants et du personnel de l'institution

Rubriques	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Masse salariale globale en FCFA [1]			
- Personnel dirigeant (Directeur Général et son adjoint, Directeurs de service) ;			
- autre personnel.			
Montant des frais généraux en FCFA			
Ratio Masse salariale rapportée aux frais généraux			
Proportion salaire du Directeur Général rapporté aux frais généraux			

Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

Rubriques	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
<u>Indemnités de fonctions versées aux administrateurs non salariés [2] en FCFA</u>	0		
Frais de tenue des réunions des organes et des assemblées en FCFA			
-Perdiem	0		
-Transport	0		
- Hébergement	0		
- Téléphone	0	0	0
- Carburant	0	0	0
- Autres	0	0	0

[1] Salaire, appointements, indemnités, gratifications et primes occasionnelles ou périodiques versées au personnel, les rémunérations des administrateurs salariés, les cotisations aux régimes de retraite, etc.

[2] S'applique aux sociétés (SA, SARL)

II. DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

Tableau n°2 : Evolution du nombre de points de service

Paramètres	Année (n-1)	Année (n)	Variation %
Nombre d'institutions de base	1	1	0
Nombre de guichets ou d'antennes	3	4	33

III. DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

Tableau n°3.1 : Evolution du montant des dépôts (en FCFA)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation %
Montant total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1) +(2)	5 872 775	49 355 830	740,41752
Montant des dépôts des personnes physiques membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	5 872 775	49 355 830	740,41752
☒ Montant des dépôts des hommes (a)	0	147 440	
☒ Montant des dépôts des femmes (b)	5 872 775	49 208 390	737,906952
Montant des dépôts des personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	0	

Tableau n°3.3 : Evolution du nombre de déposants (membres, bénéficiaires clients ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Nombre total des déposants (1) + (2)	870	3222	270,344828
Nombre de déposants personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	870	3222	270,344828
☒ Nombre de déposants hommes (a)	12	43	258,333333
☒ Nombre de déposants femmes (b)	858	3179	270,512821
Nombre de déposants personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	0	
Nombre de comptes inactifs	0	0	
Montant des soldes des comptes inactifs	0	0	
Nombre total des comptes	0	0	

Tableau n° 3.4 : Evolution du capital social *

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
-------------	-------------	-----------	---------------

Montant du capital social (en milliers de FCFA)	0	0	
---	---	---	--

* pour les sociétés de capitaux

IV.	DONNEES	SUR	LES	CREDITS
(PRETS ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE)				

Tableau n°4.1 : Evolution du montant annuel des prêts accordés* (en milliers de FCFA)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Montant des prêts accordés (1) + (2)	0	0	
Montant des prêts accordés aux personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	0	0	
☒ Montant des prêts accordés aux hommes (a)	0	0	
☒ Montant des prêts accordés aux femmes (b)	0	0	
Montant des prêts accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	0	

* il s'agit du montant des prêts accordés dans l'année

Tableau n°4.2 : Evolution du nombre de prêts accordés dans l'année (en unité)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Nombre de prêts accordés (1) + (2)			
Nombre de prêts accordés aux personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	780	3708	575,3846
☒ Nombre de prêts accordés aux hommes (a)	6	22	466,6667
☒ Nombre de prêts accordés aux femmes (b)	774	3686	576,2274
Nombre de prêts accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	0	
Montant moyen des prêts accordés (somme des prêts rapportées au nombre de prêts accordés)	53 514	55 758	204,1933

Tableau n° 4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)

Nature de l'engagement donné	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
------------------------------	-------------	-----------	---------------

Engagement de financements donnés en faveur des institutions financières	0	0	
Engagement de financements donnés en faveur des membres, bénéficiaires ou clients	0	0	
Engagement de garanties d'ordre des institutions financières	0	0	
Engagement de garanties d'ordre des membres, bénéficiaires ou clients	0	0	

Tableau n° 4.4 : Encours de crédit au 31 décembre (en FCFA)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Encours total de crédits (1) + (2)			
Encours de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	3639000	206751000	5581,533
☒ Encours de crédits sur les hommes (a)	300000	1 285 000	328,3333
☒ Encours de crédits sur les femmes (b)	3339000	205466000	6053,519
Encours de crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc) (2)	0	0	#DIV/0!

Tableau n°4.5 : Nombre de crédits en cours au 31 décembre (en unité)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Nombre de crédits en cours (1) +(2)			
Nombre de crédits en cours sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	601	2134	255,0749
☒ Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	5	9	80
☒ Nombre de crédits en cours sur les femmes (b)	596	2125	256,5436
Nombre de crédits en cours sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	0	#DIV/0!

Tableau n° 4.8 : Opérations de crédit sur les ressources affectées

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Nombre de crédits accordés sur ressources affectées	94	0	

Montant des crédits accordés sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	6 690 000	0	
Nombre de crédits en cours sur ressources affectées	20	2	
Montant des crédits en cours sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	442340	36200	

Tableau 4.9 : Gestion du portefeuille de crédit

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Encours des créances en souffrance (en milliers de FCFA)	0	1532250	
Taux brut des créances en souffrance ¹	0	2,0446491	
Taux de remboursement des crédits accordés ²	89,44%	85,59%	
Taux de recouvrement des créances en souffrance ³			
Encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	220470	36200	
Taux brut de créances en souffrance sur ressources affectées ⁴	0,96816478	0,0483056	
Taux de remboursement des crédits accordés sur ressources affectées ⁵	99%	100%	
Taux de recouvrement des créances en souffrance sur ressources affectées ⁶	10%	100%	
Montant des crédits passés en perte (en milliers de FCFA)	0	0	
Taux de perte sur créances ⁷	0	0	

¹ rapport entre l'encours brut des créances en souffrance et le total de l'encours brut des crédits

² rapport entre les échéances remboursées et le montant attendu au cours de l'année

³ rapport entre le montant des créances en souffrance recouvrées et le montant total des créances en souffrance

⁴ rapport entre l'encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées et le montant total de l'encours brut des crédits sur ressources affectées.

⁵ rapport entre le montant des échéances des crédits sur ressources affectées effectivement remboursées et le total des échéances attendues sur les crédits sur ressources affectées

⁶ rapport entre le montant recouvré sur créances en souffrance sur ressources affectées et le total des créances en souffrance sur ressources affectées

⁷ rapport entre le montant des crédits passés en perte et le total de l'encours des crédits de la période

Tableau n°4.6 : Evolution de l'encours des crédits par terme

Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année n)		Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année n-1)		Validation de l'encours des crédits à court terme	Validation de l'encours des crédits à moyen et long terme
Court terme	Moyen et long terme	Cour terme	Moyen et long terme		
74 939 510	0	0	0	0	0

Tableau n°4.7 : Encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et commission Bancaire de l'UMOA)

Prénoms et nom	Encours total des crédits (en FCFA)	Structure dont relève l'emprunteur
NEANT		

V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

5.1 Activités de transfert rapide d'argent

Informations d'ordre général :

- nom et adresse du représentant (Banque, Poste) ;
- nom et adresse de la société représentée (western union, money gram, etc) ;
- nombre d'opérations exécutées au cours l'année :
 - A l'émission
 - A la réception

Tableau n°5.1 : Opération de transferts (en milliers de FCFA)

Rubriques	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Transfert reçus (1)	NEANT		
UEMOA			
Autres pays africains			
Union européenne			
Etats Unis			

Autres pays			
Transferts émis (2)			
UEMOA			
Union européenne			
Etats Unis			
Autres pays			
Solde des transferts (3) = (1) + (2)			

5.2 Activités de micro assurance

Information d'ordre général :

- Nombre de bénéficiaires ;
- Catégories de prestations offertes : à détailler

Tableau n° 5.2 : Opérations de micro assurances (en milliers de FCFA)

Rubriques	Année (n-1)	Année (n)	Variation (en %)
Montant des primes émises	NEANT		
Assurance-vie			
Assurance non vie			
Montant des arriérés de primes			
Montant des sinistres à payer			

Tableau n° 5.3 : Opérations de change

Devises concernées	Montant des devises achetées	Contrevaleur en FCFA des devises achetées	Montant des devises vendues	Contre valeur en FCFA des devises vendues
EURO (EUR)				
Dollar des EU (USD)	NEANT			
Franc Suisse (CHF)				
Livre Sterling (GBP)				
Autres				

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Tableau n°6.1 : Tarification des opérations avec la clientèle (*)

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)

Taux d'intérêt créditeur minimum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	0	0
Taux d'intérêt créditeur maximum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	0	0
Taux d'intérêt nominal débiteur minimum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients	6,00%	6,00%
Taux d'intérêt nominal débiteur maximum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients	18%	18%
Taux d'intérêt effectif global (**)	26,28%	26,28%

(*) : Communiquer le taux d'intérêt annuel

(**) : Indiquer le mode de détermination

Tableau n°6.2 : Répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)

Objet du crédit	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Crédits immobiliers	0	0	
Crédits d'équipement	0	0	
Crédits à la consommation	0	0	
Crédits en trésorerie	0	0	
Autres crédits (commerce alimentaires, non alimentaires, mixtes, restauration et prestation de service)	22771	74 939	229,09841

Tableau 6.3 : Dons et œuvres sociales

Références du bénéficiaire	Nature du don ou des œuvres sociales	Evaluation financières (en FCFA)
NEANT		

Tableau 6.4 : Répartition sectorielles des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

Secteurs d'activité	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	0	0	

Industries extractives	0	0	
Industries manufacturières	0	0	
Bâtiment et travaux publics	0	0	
Commerce, restaurants, hôtels	22771	76939	237,88152
Electricité, gaz, eau	0	0	
Transports, entrepôts et communications	0	0	
Assurances, services* aux entreprises	0	0	
Immobilier	0	0	
Services divers	0	0	

* La sectorisation retenue dans ce tableau est celle prévue par le référentiel comptable spécifique des SFD

VII. OPERATIONS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

Tableau n°7 : Opérations avec les autres institutions financières (établissement de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Encours des placements auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)			
Encours des emprunts auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)			
Montant total des emprunts obtenus dans l'année auprès des autres institutions financières			
Taux d'intérêt moyen des emprunts obtenus dans l'année auprès des institutions financières			
Ressources affectées (en milliers de FCFA)			
Subventions d'exploitation reçues (en milliers de FCFA)			
Subventions d'équipement reçues (en milliers de FCFA)			

Non applicable car la structure n'est pas un réseau.IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

Tableau n°9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Par l'assemblée Générale	2	1	-50
Par le conseil d'Administration ou l'organe équivalent	2	3	50
Par le Conseil de Surveillance (*)			0
Par le Comité de Crédit (*)	46	79	71,7391304
Par les autres comités (**)	0	0	0

(*) A renseigner par les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit

(**) A préciser

X. PERFORMANCES FINANCIERES

Tableau n°10 : Indicateurs de performances financières

Indicateurs	Année (n-1)	Année (n)	Variation (%)
Marge d'intérêt en milliers de FCFA	1151875	9318765	709,008356
Produit financier net en milliers de FCFA	1151875	10539383	814,976278
Résultat net en milliers de FCFA	1151875	-1173136	-201,845773
Taux de marge nette ¹	100	-12,5889643	-112,588964

¹ Le taux de marge nette est égal au rapport entre le résultat net et la marge d'intérêt.